

Le Parti libéral-radical suisse.

Deux histoires qui n'en font qu'une...

OLIVIER MEUWLY

Le Parti libéral-radical suisse.

Deux histoires qui n'en font qu'une...

*A **Pierre Weiss** (1952-2015), grand artisan de la création du PLR suisse,
dont il fut l'un des premiers vice-présidents*

Avec le soutien du
Parti libéral-radical suisse

PLR
Les Libéraux-Radicaux



L'auteur:

Olivier Meuwly, docteur en droit et ès lettres de l'Université de Lausanne, travaille au service de l'administration cantonale vaudoise. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Suisse, des partis politiques et des idées politiques. Il écrit régulièrement dans le journal *Le Temps* et dirige la série «*Histoire*» au sein de la collection *Le savoir suisse*. Vice-président du *Cercle Démocratique Lausanne*, il collabore avec l'Institut libéral. Il a également participé à l'ouvrage de Béatrice Acklin, Yann Grandjean et Fulvio Pelli *Was heisst denn heute liberal? Liberale Antworten auf Herausforderungen des 21. Jahrhunderts / Que veut dire être libéral aujourd'hui? Les réponses libérales aux défis du 21^{ème} siècle* (NZZ libro, 2015). Il a publié *La droite et la gauche. Hier, aujourd'hui et demain*. Essai historique sur une nécessité structurante (Slatkine, 2016) et, avec Enzo Santacroce, *Pour une régénération du libéralisme* (Slatkine, 2021).

Le Parti libéral-radical suisse.

Deux histoires qui n'en font qu'une...

OLIVIER MEUWLY

Un parti politique a-t-il à s'intéresser à son passé?

Ne doit-il pas se soucier de l'avenir et concentrer ses forces sur ce demain qui a rarement été aussi flou et incertain?

Le maintien du bien-être des habitantes et des habitants de la Suisse, au pire, ou, mieux, son expansion, ne doivent-ils pas hanter son travail au quotidien? Et s'il entend se préoccuper de lui-même, ne doit-il pas garder son regard braqué sur ce qui constitue son horizon, soit en général les prochaines élections, éventuellement les prochaines votations?



Coryne Eckert
Présidente du Cercle
Démocratique Lausanne

Je ne le pense pas. Un parti s'inscrit fatalement dans l'histoire, il en est l'un des acteurs, parfois l'un des créateurs. Il s'inspire des idées à l'œuvre à un moment donné, mais les modèle aussi. Il subit l'histoire, mais l'écrit, par son action au service de la conduite d'une collectivité. C'est souvent dans l'histoire qu'il acquiert sa légitimité, à travers les combats qu'il a menés, par les femmes et hommes d'Etat qu'il a fournis à son pays. Dans son passé se lit les motivations de ses initiatives, de ses proposi-

tions. C'est ainsi que se consolide une pensée, refuge permanent pour un parti qui doit se confronter continuellement à l'actualité et à ses pièges.

C'est particulièrement vrai pour le Parti libéral-radical (PLR). Certains se hasarderont peut-être à affirmer que le PLR n'a guère à se tourner vers son histoire, parce qu'il est l'histoire de la Suisse. Sans doute, à certains égards, l'histoire de notre pays est-elle indissociable de l'histoire des radicaux et des libéraux. Mais se limiter à cette vision des choses se heurte à un double écueil: d'une part, dût-on écorner la vanité de ce parti, la Suisse a aussi été bâtie par d'autres forces politiques et, d'autre part, confondre les deux histoires reviendrait à anéantir les particularismes de ce parti, la variété de ses batailles, de loin pas toutes victorieuses, son identité en somme. Ce serait nier son originalité comme force tentant de marier la nécessité de la liberté et la légitimité de l'Etat.

Or le PLR, et ses prédécesseurs le PRD et le PLS, ont trop souvent, me semble-t-il, eu tendance à faire abstraction de leur passé, à se considérer comme un résumé de la Suisse et à penser, comme partie prenante d'une histoire toujours en train de se fabriquer, que leur justification relevait de l'évidence. Au point que le parti, du moins sous ses formes partisans antérieures, a fini par s'oublier comme il a oublié l'histoire de la Suisse. Dans les années 90, alors que la Suisse se perdait entre une question européenne à teneur existentielle et l'action sujette à débat de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, les futures composantes du PLR cherchèrent en vain un discours cohérent. En fait, elles perdirent le fil de l'histoire à force de né-

gliger la leur, avec ses hauts et ses bas. Elles mettront du temps à retrouver, à travers le PLR, leur identité.

Le PLR saura se réinventer et continuera à se ménager une place de choix dans la réalité politique helvétique. Il est toujours bien présent au cœur de notre système politique, au grand dam des grincheux qui se réjouissaient de sa mort prophétisée par beaucoup. Mais je pense que le PLR ne peut conforter sa position que s'il réapprivoise son histoire, pour mieux saisir celle de la Suisse et du monde, dans son épaisseur didactique et sa capacité à nous aider à lire leur réalité d'aujourd'hui. Comme toute entité humaine, le PLR a besoin de ses repères historiques pour pouvoir se situer face à notre si mouvante et, parfois, si inquiétante actualité.

Le Cercle Démocratique Lausanne (CDL), en tant que membre depuis 1843 de la «galaxie» radicale puis «PLR-ienne», est donc particulièrement heureux de mettre à la disposition de tous les membres du PLR impatients d'ancrer à nouveau leur engagement dans une histoire mieux connue, mais aussi de toutes les personnes passionnées par l'histoire de notre pays, la présente brochure, qui propose un résumé volontairement bref de la riche histoire du PLR. Ce texte a été rédigé sur mandat du PLR Suisse, mais sa publication avait été repoussée sous la pression d'une vie politique toujours agitée. Il a toutefois semblé opportun au CDL d'enfin procéder à sa diffusion. **Les dix ans du PLR vaudois offrait un «prétexte» idéal pour cette opération.** Le CDL remercie le PLR Suisse de l'avoir autorisé à le publier. Ce texte existe aussi en allemand et en italien. Je vous souhaite une enrichissante lecture de l'histoire du PLR!

2012-2022: les 10 ans du PLR-Vaud

**Qui aurait imaginé au début des années 2000
que les deux partis Libéral et Radical-
Démocratique allaient fusionner, écrivant
une nouvelle page d'histoire politique?
A vrai dire peu de monde.**

Sur le plan fédéral, quelques signes montraient que le parti Libéral s'affaiblissait. Dans le canton de Vaud l'heure était à la Constituante avec en filigrane, une situation difficile tant institutionnelle que financière. Elues à la Constituante et connues comme «les deux CL» (**Christelle Luisier¹ et Catherine Labouchère²**), nous avons appris à nous connaître, nous apprécier et travailler ensemble sur les sujets comme le vote des étrangers, les questions religieuses et le frein à l'endettement. Christelle, après un brevet d'avocat et une expérience de l'administration cantonale, est devenue municipale puis syndique de Payerne, Catherine a poursuivi ses mandats de conseillère communale à Gland et de députée, à côté de ses engagements associatifs et juridiques.

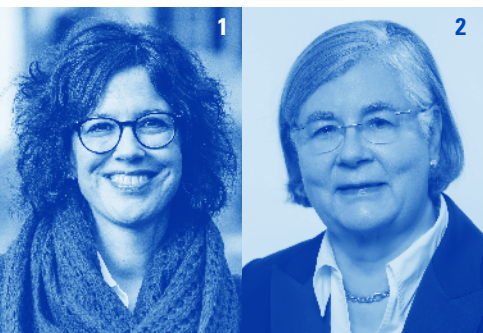
L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais en politique les choses ne suivent jamais une routine. En janvier 2008, Catherine a été élue présidente du Parti Libéral vaudois. Christelle, six mois plus tard, a pris la tête du Parti Radical Démocratique Vaudois. Clin d'œil du destin, nous nous retrouvions à la barre de nos deux partis au moment de la négociation cruciale de la fusion au niveau fédéral. C'est dire que nous avons plongé immédiatement dans l'actualité avec de multiples séances à Berne sous la houlette du président Fulvio Pelli, avec la tâche également de sensibiliser notre canton au fait que la fusion cantonale devait suivre. Nous étions persuadées, à l'époque, que pour donner un élan positif, il fallait trouver un nouveau nom pour un nouveau parti. C'était sans compter avec la forte résistance alémanique: «Wir sind FDP, wir bleiben FDP». Malgré notre baroud d'honneur lors d'une séance houleuse à Soleure, la messe était dite. Ce serait FDP en allemand et PLR en français.

Le travail de persuasion et de conviction dans le canton a débuté dès 2009 par la rencontre des sections, arrondissements et militants. Au début, cela n'a pas été très facile, les opinions variant du tout au tout selon les endroits avec, parfois, une hostilité marquée. Mais rompues à affronter des situations complexes, cela nous a soudées d'autant plus. Avec des caractères différents, l'eau et le feu nous a-t-on dit, nous avons une ligne commune, travaillée et décidée ensemble, avec le même sens de l'engagement pour réussir la mission qui nous avait été confiée. Au fil des semaines et des mois, à travers le MLR (mouvement libéral radical) et l'organisation de séminaires, de congrès et de campagnes électorales

communes, la marque PLR a pris corps. Certaines sections ont voulu aller très vite, nous avons le respect de celles qu'il fallait encore convaincre. La liberté est la première des valeurs communes libérales et radicales. On ne pouvait pas passer par-dessus en imposant une marche forcée.

Au fil du temps, tout s'est mis en place, les résistances tombaient, la date du 26 septembre 2012 approchait. Cette soirée de création du PLR-Vaud restera dans nos mémoires. A la fois solennelle et festive, remplie d'émotion et de joie d'avoir franchi une étape importante, malgré vents et marées et les esprits chagrins qui nous prédisaient noyade et apocalypse.

La suite s'est inscrite tout naturellement, en équipe: 47 députés PLR en 2012, 49 en 2017 et 50 en 2022 avec chaque fois 3 conseillers d'Etat PLR et une majorité de droite regagnée en 2022... avec l'élection de Christelle Luisier à la tête du collège gouvernemental! En conclusion, nous pourrions aujourd'hui reprendre la phrase de Max Jacob qui écrivait dans son Art poétique: «Une œuvre sincère est celle qui est douée d'assez de force pour donner de la réalité à une illusion». Nous avons toujours été sincères dans notre travail de présidentes et nous nous réjouissons pleinement du succès du PLR dix ans après sa création.



Quelques acteurs de l'histoire du Parti libéral-radical suisse



SOMMAIRE

Le PLR et son passé	4
Les 10 ans du PLR-Vaud	6
Sommaire	9
Les origines du libéralisme	10
L'éphémère victoire libérale	12
La naissance du mouvement radical	14
Le Sonderbund	16
La Constitution de 1848	18
Les institutions de la Suisse moderne	20
L'émergence du mouvement démocrate	22
Vers la révision constitutionnelle	24
La Constitution de 1874	26
Le radicalisme de la Belle Epoque: une unité impossible?	28
Entre liberté économique et politique sociale	30
La fin de l'hégémonie radicale	32
Le temps des extrêmes	34
L'Etat providence au défi du consensus libéral	36
La liberté: une notion à redéfinir	38
Une crise économique et intellectuelle	40
La recomposition des droites	42
La naissance du PLR	44
Du déclin au rebond	46

Les origines du libéralisme

C'est sous le règne des Lumières, en France, et de l'Aufklärung, en Allemagne, au nom du combat pour la raison contre l'absolutisme, que prend naissance la philosophie libérale. La liberté individuelle devient l'objectif d'une pensée politique qui saisit la société comme l'endroit où chacun, responsable de ses actes, participerait à la conduite politique de la nation, exempte de toute forme de privilège. Et la liberté n'existe que si elle est aussi économique. La souveraineté réside désormais, par la grâce de la Révolution française, elle-même héritière de sa consœur américaine, dans le peuple. Sous la conduite d'une raison sublimée, le peuple doit se doter d'institutions lui permettant de diriger les affaires de l'Etat.

L'idée d'un Parlement, née en Grande-Bretagne, se répand. Lieu où se croisent les intérêts qui parcourent le corps social, il sera l'image de la nation et la gardienne des libertés contre les tentations autoritaires de l'Etat. Après la chute de Napoléon, alors que l'Europe se reconstruit, c'est sur cette base que le libéralisme, dès les années 1820, se développe, au nom de la liberté de penser, de s'exprimer mais aussi d'entreprendre. Il se bat contre le retour d'un pouvoir absolu dans lequel ses partisans voient un système de gouvernement soustrait aux intérêts individuels.

Mais si le culte de la raison oriente le mouvement révolutionnaire, le libéralisme du début du 19^{ème} siècle se réfère aussi à son antithèse, apparue elle aussi dans le dernier quart du siècle précédent: le mouvement romantique. Contre une raison accusée de dessécher l'âme, de renier Dieu et d'abandonner l'individu à une solitude qui l'anéantirait, le romantisme dépiste dans l'histoire la légitimation d'une société humaine préservée dans son unité. Pour le romantisme, nature et humanité fusionnent en général en la personne du Prince, représentant de Dieu dans l'art de guider les peuples.

Dans ce sens, la nation n'est en rien un conglomerat d'individus agrippés à des droits abstraits, mais le miroir d'un monde nourri des entités qui le composent. L'individu s'épanouit en immersion dans un grand Tout, dont il est un chaînon, vivant en communion avec ses semblables. Se voulant rationnel, le libéralisme n'est pas insensible au destin de la collectivité dans laquelle évoluent des citoyens autonomes et conscients de leur place dans l'univers, mais aussi libres et égaux en droit. La nation recèle ainsi une dimension morale et sentimentale grâce à laquelle l'individu trouve un refuge dans une solidarité façonnée par une culture commune.

L'éphémère victoire libérale

Le libéralisme propose une synthèse entre ces deux courants, où le romantisme reste subordonné au rationalisme. En Suisse, les anciens représentants des Lumières helvétiques en seront les avocats enthousiastes, comme **Frédéric-César de La Harpe**¹, l'ancien révolutionnaire vaudois, mais aussi le pédagogue argovien **Heinrich Zschokke**² ou le zurichois **Paul Usteri**³. Ardents patriotes sous la République helvétique instituée en 1798, ils restent fidèles à leurs idéaux sous la Médiation avant de se précipiter dans les bras du mouvement libéral. Ils le perçoivent dans sa capacité à dégager l'apport positif de la Révolution française de la Terreur qui avait fini par l'étrangler.



Ces précurseurs du libéralisme sont bientôt rejoints par de nouvelles personnalités ayant souvent fui l'Allemagne, où sévit une répression sévère à l'égard des libéraux. Parmi eux se trouve **Ludwig Snell**, auteur de textes majeurs qui condensent ses appels aux libertés publiques et à l'amélioration du sort des anciens territoires sujets de la Ville de Zurich, dirigée par l'aristocratie. Mais les libéraux d'origine suisse ne sont pas en reste: **Ludwig Kasthofer** et les **frères Schnell** dans le canton de Berne, **Thomas Bornhauser** dans le canton de Thurgovie, le catholique soleurois **Josef Munzinger**, **Kasimir Pfyffer** et **Ignaz Paul Vital Troxler** à Lucerne. Admirateur de l'historien Jean de Müller et profondément catholique, ce dernier a été influencé par le romantisme allemand et ne conçoit la liberté individuelle qu'au cœur d'une Suisse adossée à son idéal fédéraliste. Il relie romantisme, libéralisme et démocratie.

L'*Appenzeller Zeitung*, créé en 1828 par **Johannes Meyer**, la *Neue Zürcher Zeitung*, dirigée par **Paul Usteri** depuis 1821, sont les porte-voix privilégiés des libéraux. Sur l'Arc lémanique, ce rôle est dévolu au *Nouvelliste vaudois*, fondé en 1824 et dirigé par **Charles Monnard**, un disciple de La Harpe, et au *Journal de Genève*, que **James Fazy** porte sur les fonts baptismaux en 1826. Si le canton de Vaud extrait son libéralisme de ses anciens idéaux révolutionnaires, Genève, ouverte sur le monde, subit l'influence de la Grande-Bretagne. L'Italien d'origine **Pellegrino Rossi** prêche en faveur de la publicité des débats parlementaires, aux côtés d'**Etienne Dumont**, de l'économiste **Antoine-Elisée Cherbuliez** ou de **Jean de Sismondi**, l'ami de **Benjamin Constant** et de **Germaine de Staël**.

A côté d'associations actives à l'échelon national (officiers, gymastes, étudiants de la société de Zofingue notamment), ces organes de presse contribuent à la diffusion des idées libérales, portées par les révolutions qui éclatent en 1830, au Tessin d'abord puis, après les journées parisiennes de juillet, dans les cantons protestants du Plateau suisse. Commence la période de la Régénération. Les régimes libéraux introduisent le principe du suffrage universel masculin, plus ou moins intégral selon les cantons, réorganisent l'instruction scolaire et académique. Les Universités de Zurich et de Berne voient le jour en 1833 et 1834. Le libéralisme triomphant accompagne un progrès industriel majeur, surtout en Suisse orientale, à Zurich, à Bâle et à Genève. Les nouvelles couches sociales, responsables de cet élan économique, s'investissent dans la politique, au nom de la liberté. Mais le grand chantier dont rêvent les libéraux, lui, reste en panne.

La victoire des thèses libérales ne peut être complète que si elle s'accompagne d'une révision des institutions helvétiques. Depuis le Congrès de Vienne, la Diète reconstituée étale son impuissance, avec des délégués cantonaux sans pouvoir réel. Paralysée, la Suisse découvre les exigences d'une modernité bousculée par la multiplication des échanges économiques. Elle ne peut faire valoir ses intérêts que si elle s'exprime d'une voix unique. Son mode de gouvernement doit être reconsidéré. Comment dès lors concilier une Suisse nantie d'institutions plus centralisées et une autonomie cantonale qu'il apparaît suicidaire d'écorner? Ce sera leur échec et le projet que défend notamment **Pellegrino Rossi** est rejeté.

Si l'urgence de faire passer la Suisse d'une Confédération d'Etats souverains à un Etat fédéral restructuré se fait sentir, c'est également la nature de l'Etat en soi qui est interrogée. La Suisse ne peut se développer si des barrières tarifaires brident les échanges, si trop de monnaies circulent sur le territoire national. Au-delà de ces paramètres économiques, ne doit-on pas oser un interventionisme étatique plus audacieux? L'industrialisation ne fait pas que des heureux et l'exode rural se renforce. Le «laissez-faire» cher aux libéraux conserve-t-il sa pertinence face à ces questionnements inédits? Leur pensée sociale ciselée au sein de la Société suisse d'utilité publique peut-elle encore se satisfaire d'un Etat en retrait? Et ne faut-il pas associer davantage le peuple aux décisions et améliorer les procédures démocratiques?

Der Grütli-Blätter,

Organ für die Interessen des Grütli-Vereins.

C'est à ces questions que répond le mouvement radical qui naît sur le flanc gauche du libéralisme, tandis que celui-ci se rapproche des milieux conservateurs. Honnie dans les cantons catholiques, cette gauche radicale poursuit deux objectifs: repenser autant les institutions fédérales que l'idéal démocratique, jugé à même de fournir des solutions aux problèmes sociaux de plus en plus visibles. Elle se dote à son tour d'un dense réseau associatif, chargé de promouvoir ses idées: les étudiants radicaux se séparent de Zofingue pour fonder Helvetia en 1832 et les chefs du courant radical créent la Société de sûreté nationale en 1831, puis l'Association nationale en 1835. Elle réclame la convocation d'une assemblée constituante, afin de rédiger une Constitution fédérale qui se substituerait au vétuste Pacte fédéral de 1814.

Une nouvelle vague de politiciens arrive sur le devant de la scène: le Vaudois **Henri Druet**¹, ancien élève de Hegel à Berlin, le Thurgovien **Johann Konrad Kern**² ou encore le Zurichois **Jonas Furrer**³. Le radicalisme émergeant revêt

des teintes très différentes selon les régions. Très étatique dans le canton de Vaud ou dans le canton de Berne, où domine la doctrine de la *Junge Rechtsschule* élaborée par **Wilhelm Snell**, frère de Ludwig, et où va bientôt émerger la personnalité de **Jakob Stämpfli**, il se démarque du libéralisme de 1830, dans le canton de Zurich, sur la question religieuse. Si toutes ses tendances s'affichent souvent profondément chrétiennes, elles sont dominées par un anticléricalisme virulent. Organisé au sein de l'Association populaire suisse dès 1847, il ne néglige pas le monde ouvrier. En 1838 déjà est fondée la société du Grütli, qui assurera pendant de longues années le lien entre travailleurs et radicaux. Le terme de «*freisinnig*» permet de couvrir ce radicalisme dans ses nombreuses variantes.



Mais la question religieuse enfle et les conflits entre radicaux et libéraux-conservateurs s'intensifient.

En 1839, à Zurich, les conservateurs renversent les libéraux de **Friedrich Ludwig Keller**, coupables d'avoir engagé un théologien allemand dont les thèses heurtent les campagnes, plutôt piétistes. En 1841 survient l'affaire des couvents argoviens, fermés sur ordre du très anticlérical **Augustin Keller**. En janvier 1841, les partisans de la Jeune-Suisse fondée par l'émigré républicain italien Giuseppe Mazzini, nombreux dans le Bas-Valais, sont battus par les conservateurs de la Vieille-Suisse. C'est alors que le gouvernement lucernois décide de confier l'enseignement secondaire aux jésuites. Tollé dans les rangs radicaux ! Les Bernois, derrière **Ulrich Ochsenbein**, lancent, en 1844 et 1845, deux expéditions de corps-francs contre Lucerne, qui échouent.

Rien ne peut interrompre l'élan radical. Les libéraux-conservateurs hésitent à faire pression sur les cantons pour leur dicter leur politique. Une telle procédure contreviendrait à leur conception du fédéralisme. Pour les radicaux, au contraire, le respect du fédéralisme ne peut justifier des actes qu'ils considèrent comme dangereux pour la cohésion nationale. Dans le canton de Vaud, en 1845, les radicaux de **Druey** et de **Louis-Henri Delarageaz**¹, très écoutés dans les campagnes, boutent les libéraux hors du gouvernement, au terme d'une révolution non sanglante. Une nouvelle Constitution est promulguée : elle introduit une démocratie de type semi-direct, avec le droit de référendum et d'initiative, et crée une banque cantonale, pour soutenir l'économie locale.

L'année suivante, c'est Genève qui bascule dans le camp révolutionnaire. **Fazy** lance plusieurs réformes, dont la destruction des remparts qui ceinturaient la ville. La même année, par la voie des urnes, Berne, où **Stämpfli** s'appuie sur une puissante association et la *Berner Zeitung*, emboîte le pas aux cantons romands. Toujours en 1846, à Zurich, les radicaux de **Furrer** et de son ami **Alfred Escher** brisent l'expérience conservatrice entamée sept ans plus tôt. La situation devient critique pour les adeptes d'un

fédéralisme pointilleux. Alors que la Diète est dans l'impossibilité d'intervenir contre Lucerne, le nombre des cantons radicaux partisans d'une action déterminée augmente. En 1847, Saint-Gall se rallie au radicalisme. Les cantons catholiques concluent alors une alliance séparée. La guerre du Sonderbund se terminera par la victoire des troupes fédérales, commandées par le conservateur genevois **Guillaume Henri Dufour**.

De leur côté, les libéraux-conservateurs sont relégués sur les bancs de l'opposition. Ils se réorganisent peu à peu. En particulier à Berne où, derrière **Eduard Blösch**, les conservateurs, très présents dans des campagnes lasses de la politique de **Stämpfli**, prennent la tête d'un gouvernement de coalition en 1850 déjà. Mais leur succès est de courte durée. Trop proches des catholiques jurassiens et hostiles à l'aile ouvrière du radicalisme, ils fâchent à leur tour leurs adversaires et seront battus en 1856. Globalement, la position des libéraux-conservateurs est ambiguë : conservateurs sur le plan des valeurs et, par là, proches des conservateurs catholiques, leur vision de la liberté individuelle les rapproche des radicaux. Cet élément sera déterminant dans les années 1890.



La Constitution de 1848

La Constitution adoptée le 12 septembre 1848 correspond aux vœux des radicaux. La question du Parlement suscite cependant des débats animés. Les radicaux purs et durs, derrière **Druey**, exigent une chambre unique, symbole d'un peuple suisse uni par delà ses différences linguistiques et confessionnelles. Les plus libéraux se retrouvent sur la même longueur d'onde que **Troxler**¹, qui plaide inlassablement pour un Parlement bicaméral, inspiré du système américain. Pour lui, une Suisse plus unie s'enrichit des particularismes cantonaux, qu'il serait faux de nier. Aidé par **Fazy**², le Lucernois l'emporte. Son ancien élève, **Melchior Diethelm**, représentant du canton de Schwytz au sein de la commission constituante, relaie efficacement ses idées.

18



Malgré

la présence de conservateurs protestants, les conservateurs catholiques, puissants au Conseil des Etats, sont marginalisés au Conseil national, majoritairement entre les mains des radicaux, de diverses nuances. Des gouvernements radicaux sont en outre installés avec l'appui des baïonnettes fédérales dans les cantons catholiques de Fribourg, où **Julien Schaller** prend le pouvoir, et du Valais, avec **Maurice Barman**³ à la tête du gouvernement. Lucerne possédait quant à lui une minorité radicale agissante depuis longtemps, mais n'aura son conseiller fédéral qu'en 1855, en la personne de **Josef Martin Knüsel**⁴: un canton du Sonderbund aura avec lui enfin un représentant au gouvernement. Le premier Conseil fédéral reflète la diversité du radicalisme, **Druey** représente l'aile radicale, le Bernois **Ulrich Ochsenbein** figure dans ce groupe au début, avant de passer dans le camp des modérés, où siègent, le Tessinois **Stefano Franscini**⁵, le père de la statistique suisse, l'Argovien **Friedrich Frey-Herosé**, ancien chef

d'Etat-major de Dufour, le Saint-Gallois **Wilhelm Naeff**⁶, **Josef Munzinger**, de Soleure, et surtout **Jonas Furrer**, premier président de la Confédération, de Zurich.

Le nouveau mouvement brille par son hétérogénéité. Les radicaux romands, plutôt enclins à accorder de larges prérogatives à l'Etat, se montrent farouches fédéralistes: pour eux, confier de nouvelles compétences à l'Etat central affaiblirait de façon drastique les minorités linguistiques. Les radicaux zurichois et de Suisse orientale, très impliqués dans le monde de l'industrie, constituent l'aile économique adepte du libre échange. Enfin, derrière les Bernois, les cantons confessionnellement mixtes affichent un anticléricalisme souvent vif, ciment de la vaste coalition radicale, le «*Freisinn*».



19



Les institutions de la Suisse moderne

Face aux Romands et aux étatistes bernois favorables à des mesures fiscales fleurant un socialisme dont on voit apparaître les premières manifestations en Suisse, les libéraux et les radicaux convaincus à la primauté de l'économie de marché jouent un rôle désormais central. **Alfred Escher**¹, leur chef, lance le chantier ferroviaire et fait promulguer, en 1852, une loi qui octroie la direction des opérations au secteur privé, contre **Jakob Stämpfli**², partisan de chemins de fer fédéraux. Les cantons distribueront des concessions aux compagnies de leur choix. Escher a pu compter, dans son combat, sur l'appui des Romands, étatistes mais méfiants à l'égard de tout système centralisé.



20



Renversement

d'alliances quelques années plus tard, alors que, toujours sous l'impulsion d'Escher, on débat de la création d'une Université fédérale, qui serait située sur les bords de la Limmat. Hauts cris des cantons romands et de Suisse orientale, affolés à l'idée de voir leurs futures élites s'exiler à Zurich! Escher doit battre en retraite mais, avec ses amis Johann Conrad Kern et Johann Jakob Rüttimann, obtient la création, en 1855, de l'Ecole polytechnique. Escher, sans perdre son influence politique, fondera le Crédit suisse, destiné à drainer la manne financière nécessaire à la construction du réseau ferroviaire.

La question de la nature idéale des institutions fédérales n'a toutefois pas été fermée avec la Constitution de 1848. La gestion du rail l'a montré: comment concilier les exigences cantonales et les nécessités d'une économie moderne? La Suisse doit rattraper son retard sur les autres pays industriels sans froisser les sensibilités cantonales... Pour Escher et l'escouade de capitaines d'industrie qui l'entourent au Conseil national, nommés «barons du rail» par leurs adversaires, une seule solution est envisageable: centraliser davantage le pays, abattre les nombreux obstacles juridiques qui handicapent le commerce entre cantons. Ce point les différencie des conservateurs, dont ils se rapprochent mus par la même méfiance envers un Etat central trop puissant...

Le nouvel Etat fédéral se met en place. Il prône une collaboration efficace entre le monde politique et les experts venus de la finance, souvent d'ailleurs eux-mêmes conseillers nationaux. **Johann Jakob Speiser**³ par exemple, un banquier

bâlois libéral-conservateur, aidera le gouvernement à façonner la nouvelle politique monétaire de la Confédération. Les frontières entre les groupes composant le radicalisme ne sont d'ailleurs pas étanches: ainsi le Neuchâtelois **Numa Droz**⁴, élu au Conseil fédéral en 1875, est en début de carrière un républicain ardent avant de se diriger vers un libéralisme économique réticent à tout interventionnisme étatique et favorable à un Etat «veilleur de nuit».

Mais les milieux économiques ne sont pas seuls à réclamer une restructuration des institutions validées en 1848. Les mentalités évoluent à la fin des années 1860. Des revers sont enregistrés, qui obligent à envisager autrement la situation politique: en 1857, Fribourg et le Valais retournent sous le joug des conservateurs, même si Berne revient dans le camp radical après l'éphémère gouvernement de Blösch. Le rail devient en outre un facteur de division. Il a contribué à la prospérité de la Suisse, en a fait une plaque tournante en matière de transport au cœur de l'Europe: la convention entre la Suisse, l'Italie et l'Allemagne en vue du creusement du tunnel du Gothard est signée en 1871, tandis que le premier traité commercial a été conclu en 1851 avec le royaume de Piémont-Sardaigne.



21

L'émergence du mouvement démocrate

Ce rail source de tant d'espoir s'avère toutefois un gouffre financier. Des scandales éclatent et s'accroît la mauvaise humeur à l'égard des «barons du rail», qui passent pour les maîtres du pouvoir économique et politique. En 1857, **Jakob Stämpfli**, conseiller fédéral, fonde la «*Männer-Helvetia*», composée d'abord d'anciens membres de sa société d'étudiants éponyme, et demande une réorganisation des institutions fédérales. Le mouvement de résistance se renforce dès le début des années 1860, à Bâle-Campagne puis dans la Suisse septentrionale: le mouvement démocrate est né. Son programme s'oriente sur trois axes: la centralisation de la Suisse dans le domaine de l'éducation, un Etat fédéral plus actif sur le plan social ainsi qu'un élargissement de la démocratie directe.

Alimenté par les complications engendrées par le dossier ferroviaire, le mouvement démocrate prend la tête d'une aile gauche radicale qui vise une diminution des compétences cantonales, compensée par une extension des droits du peuple, par le biais du référendum législatif facultatif. Les «rouges» de Soleure, autour de **Wilhelm Vigier** et **Simon Kaiser**, puis les démocrates zurichois, qui luttent contre le «système» mis en place par les amis d'**Escher** et, enfin, leurs homologues thurgoviens, en guerre contre les radicaux proches de **Kern**, font feu de tout bois. A Zurich, après une épidémie de choléra, les démocrates triomphent en 1868 et élaborent une Constitution riche en innovations démocratiques.

Le centre du mouvement démocrate se loge à Winterthour, derrière le *Landbote*, son organe officiel. Le Saint-Gallois **Friedrich Bernet** en est l'un des principaux théoriciens. A Berne, les démocrates récupèrent l'opposition interne aux radicaux, irrités par la prédominance de **Stämpfli** et ses amis. Dans le journal *Der Bund*, le Grison **Florian Gengel** trace des liens entre l'idéal de la Landsgemeinde et une démocratie semi-directe. Sur le plan politique, **Rudolf Brunner** dirige cette opposition avec l'appui de radicaux qui se sentaient exclus des centres de décision. En Suisse romande, le mouvement démocrate est moins puissant mais la colère gronde.

Dès 1848, dans le canton de Vaud, les radicaux de **Druey** et **Delarageaz** doivent affronter une opposition dans leurs propres rangs, conduite par leur ancien camarade de lutte **Jules Eytel**. Avec

des radicaux bernois et genevois, il avait fait pression sur le Conseil fédéral pour qu'il se montrât digne de la tradition de terre d'asile dont s'honorait la Suisse et qu'il ouvrît largement les frontières aux réfugiés politiques après l'échec du «Printemps des peuples». A la fin des années 1850, le même **Eytel** mène la vie dure aux radicaux de **Delarageaz**, dont l'autoritarisme est dénoncé. Allié avec les libéraux-conservateurs de **Paul Céréssole**, il s'empare du pouvoir en 1862. C'est aussi son autoritarisme qui est fatal à Fazy à Genève: sa tentative de retourner au Conseil d'Etat en 1864 tourne à l'émeute; le sang coule.

Dans quel cadre faire évoluer les institutions alors que les conflits sociaux se font plus fréquents, dans le sillage de l'essor du capitalisme moderne? La première grève sur territoire helvétique est enregistrée en 1865 à Genève, et les premiers syndicats voient le jour. Les radicaux réagissent. En 1864, alors que Zurich a déjà réglementé le travail des enfants, Glaris adopte la première loi sur le travail en Suisse: l'un des concepteurs de cette loi, **Fridolin Schuler**, sera le premier inspecteur fédéral du travail en 1877. Nullement hermétiques à un discours plus social, plusieurs démocrates et radicaux romands, membres du Grutli, fréquentent l'Association internationale des travailleurs. Mais aussi la Ligue internationale de la paix et de la liberté, dont deux membres, les Jurassiens bernois **Elie Ducommun** et **Albert Gobat**, recevront le Prix Nobel de la paix en 1902.

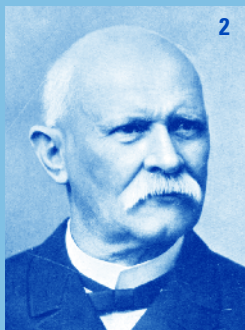
Vers la révision constitutionnelle

Une première tentative de rénover la Constitution fédérale échoue en 1865/1866. La perspective de signer un traité de commerce avec la France oblige les cantons à accorder la liberté d'établissement aux juifs. Le Conseil fédéral profite cependant de l'occasion pour élargir le champ des compétences fédérales à d'autres secteurs. Aucune réforme ne passera l'écueil du vote populaire, à part la liberté d'établissement. Des débats homériques déchirent le Conseil fédéral où s'opposent le Zurichois **Jakob Dubs**¹, successeur de Furrer mais fédéraliste convaincu, et l'Argovien **Emil Welti**², successeur de Frey-Herosé et avocat d'une centralisation sévère de l'armée.



1

24



2

La discussion semble dans une impasse. Le grand chantier constitutionnel est imminent. C'est le Vaudois **Louis Ruchonnet** qui lance les opérations. Avec son ami **Victor Ruffy**, éphémère conseiller fédéral, il a réorganisé le radicalisme vaudois. Ennemi des «barons du rail», mais aussi des démocrates auxquels il reproche leurs passions centralisatrices, il prône une révision de la Constitution afin d'y ôter les scories qui soulignent les côtés possiblement injustes du fédéralisme. L'une d'elles est la faculté que possèdent certains cantons de s'opposer au mariage de leurs ressortissants avec ceux d'autres cantons pour des raisons financières. Des progrès ont été accomplis depuis 1848 mais c'est encore insuffisant. C'est par ce biais qu'il entend, avec son journal *La Revue*, actionner une grande révision constitutionnelle.

Mais le Vaudois perd vite le contrôle de la manœuvre. Car Welti et Brunner orientent immédiatement le débat vers une révision complète, avec le soutien de certains libéraux-conservateurs, comme **Cérésiole**. Malgré l'opiniâtre résistance de **Dubs** au sein du collège gouvernemental, le projet soumis aux Chambres s'avère très centralisateur, sous le slogan «Un droit! Une armée!». Il est avalisé par le Parlement. Effrayés, les radicaux genevois et vaudois prennent langue avec les catholiques conservateurs de Suisse orientale et centrale, fédéralistes convaincus, attachés à maintenir l'instruction publique dans les compétences cantonales.

Cette alliance est victorieuse en 1872, contre toute attente. Mais elle est fragile. Les discussions reprennent à l'intérieur

du camp radical. L'adoption par le Concile de Vatican, en 1870, du dogme de l'infaillibilité papale, provoque une violente réaction. Commence le Kulturkampf, importé d'Allemagne; un schisme menace l'Eglise catholique, qui aboutit à la création de l'Eglise des catholiques-chrétiens. Si **Welti** et les radicaux les plus libéraux, réticents à une extension des droits démocratiques et qui se sont autonomisés au sein du groupe dit du «Centre» à la droite du radicalisme «traditionnel», refusent de jeter de l'huile sur le feu, les Bernois sont révoltés.

Leur anticléricalisme en bandoulière, ils mènent une campagne de répression contre le Jura bernois francophone et catholique, tandis que la laïcité telle que définie par les républicains français rencontre à Soleure un écho très positif. Au Tessin, les luttes épiques entre radicaux et conservateurs dureront jusqu'au début des années 1890. A Genève enfin, **Antoine Carteret** exige le départ de Gaspard Mermillod, chargé par le souverain pontife d'ériger un évêché dans la ville de Calvin... La provocation est trop grande!

En même temps, les radicaux ont créé une structure en 1873, l'Association populaire, qui fédère les forces radicales pour le combat constitutionnel sur le point de recommencer. Un seul Romand, le Neuchâtelois **Auguste Cornaz**, prend la parole lors de la fête fondatrice. Car les Genevois et les Vaudois sont perplexes: sur quelles bases sera fondé le nouveau projet? Un compromis est néanmoins scellé entre **Ruchonnet** et **Stämpfli** qui, bien qu'ayant quitté le Conseil fédéral en 1863, est resté un parlementaire influent.

La Constitution de 1874

La nouvelle Constitution est adoptée par le peuple le 19 avril 1874 et consacre le référendum facultatif. Les catholiques conservateurs découvriront rapidement son potentiel détonnant. Les radicaux, requinqués par un processus de réconciliation parachevé par l'élection de **Ruchonnet**¹ au Conseil fédéral en 1881, calquent leur programme sur la nouvelle charte fondamentale. Leur plan d'action, rédigé par le futur conseiller fédéral de Bâle-Campagne **Emil Frey**², consistera dans la traduction légale des principes centralisateurs qu'elle contient; un groupe parlementaire est en outre fondé en 1878. Mais les conservateurs catholiques, avec leurs homologues protestants, vont perturber la belle mécanique des radicaux.



1

26



2

Ils attaquent à coup de référendums les projets de loi concoctés par des Chambres sous influence radicale. Même les textes à vocation plutôt « technique » n'échappent pas à leur vindicte. Le malaise enfle dans les rangs radicaux. Comment sortir de la paralysie qui menace? Leurs rituelles diatribes contre le catholicisme ne devraient-elles pas changer de ton? D'autant qu'un nouveau péril surgit sur le flanc gauche du radicalisme. Un groupe se déclare en effet insatisfait de sa politique sociale. Certes une loi sur le travail progressiste a été votée en 1877, mais l'ère capitaliste dont le krach boursier de 1873 a montré la fragilité n'appellerait-elle pas des réponses plus fermes aux angoisses de la population?

L'aile gauche radicale, derrière le Grutli, se tourne désormais vers un internationalisme et un refus de la propriété privée inadmissibles pour les radicaux; certains de ses membres contribueront à la création du Parti socialiste en 1888. Une autre relation avec les catholiques s'impose. En 1891 est adoptée l'initiative populaire, réclamée depuis longtemps par ces derniers et qui permet des révisions partielles de la Constitution. Un second pas est franchi en lien avec la difficile gestion des chemins de fer. **Emil Welti** a échoué à mener à bien la nationalisation des compagnies privées enlisées dans une situation financière exécrable.

Battu lors d'une votation populaire, Welti démissionne. Pourquoi ne pas confier ce dossier à l'adversaire politique traditionnel? Le Lucernois et conservateur



modéré Josef Zemp sera élu à sa place, sur l'autel de la réconciliation entre les anciens ennemis du Sonderbund. Zemp règlera avec doigté la question ferroviaire et posera les bases des futurs chemins de fer fédéraux. Le rapprochement entre les adversaires d'hier se répète ailleurs: dans le canton de Vaud, où les radicaux renouent le dialogue avec les libéraux-conservateurs en 1892, mais aussi à Zurich, où les libéraux et les radicaux modérés d'**Ulrich Meister**³ et les démocrates de Ludwig Forrer entament un dialogue fructueux.



3

27

Le radicalisme de la Belle Epoque: une unité impossible?

Pour les radicaux, la situation est délicate. Le droit d'initiative fournit une arme supplémentaire à leurs rivaux. Ils ont certes compris la nécessité de mieux écouter leurs nouveaux alliés conservateurs pour contrecarrer les velléités socialistes. Mais sera-ce possible dans la pratique? Les radicaux se sont toujours considérés comme le seul parti capable de représenter la Suisse dans son unité et dans sa diversité. Pourquoi ne pas convoquer l'histoire pour étayer cette affirmation? En 1891, à l'occasion du 600^{ème} anniversaire de la Confédération, le Conseil fédéral exhume le 1^{er} août de l'oubli et en fait le fanal d'une Suisse rassemblée sous l'étendard radical!

Mais les gestes symboliques ne suffisent pas. De par leur hétérogénéité, les radicaux, qui se proclament «gauche parlementaire» entre l'extrême gauche socialiste et la droite conservatrice, constituent une formation peu disciplinée. Face à des socialistes combattifs, des conservateurs peu enclins à se contenter du rôle ingrat de partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale et une aile démocrate soucieuse de préserver sa spécificité, les radicaux doivent affiner leur organisation. Ils décident de fonder un parti capable de soutenir le Conseil fédéral dans la réalisation de ses grands projets législatifs. Le Parti radical-démocratique (PRD) est fondé en 1894 à Olten, sous l'égide de l'Argovien **Arnold Künzli** et du Bâlois **Fritz Göttisheim**, son premier président.

Les fondateurs du PRD prennent congé des démocrates les plus à gauche, réunis dans un groupe de politique sociale proche du jeune parti socialiste, fondé en 1888. Les démocrates zurichois restent toutefois indépendants tout en adhérant au PRD sur le plan national. En parallèle, le PRD absorbe l'essentiel des forces libérales alémaniques mais se sépare définitivement du «Centre» auquel s'agrégeait son aile la plus à droite et qui comptait dans ses rangs d'importants dirigeants de l'économie. **Conrad Cramer-Frey**, président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort), fondée en 1870, restera toutefois membre du PRD. L'Union suisse des arts et métiers est fondée peu après, en 1879.

Cette aile libérale s'alliera avec les cercles conservateurs protestants et libéraux-conservateurs puissants dans les cantons de Vaud, Genève, Bâle-Ville et Neuchâtel mais aussi, pour quelques dé-

cennies encore, dans les villes de Berne, Zurich et Schaffhouse. Réunis dans l'Association fédérale fondée en 1875, ils créeront en 1913 le Parti libéral suisse (PLS). Réduit sur le plan des effectifs, ce groupe accueille des personnalités de premier plan, comme le Genevois **Gustave Ador** ou l'ancien conseiller fédéral soleurois **Bernhard Hammer**.

Avec ses forts contingents de diplômés universitaires et de grands entrepreneurs, dans leurs cantons «bastions» ou au Palais fédéral, les libéraux s'allieront souvent, avec des hauts et des bas, avec les radicaux, malgré quelques divergences fondamentales, notamment en matière fiscale. Une partie d'entre eux s'ancre cependant dans une vision de plus en plus conservatrice de la société: ainsi **Edouard Secrétan**, rédacteur de la *Gazette de Lausanne*, sera l'un des fondateurs du Heimatschutz, dédié à la protection du patrimoine national, naturel et construit, contre les dégâts commis par l'industrialisation de la fin du 19^{ème} siècle.

Les radicaux, quant à eux, s'attellent dès lors à ce qu'ils estiment être leur principal projet: la loi sur l'assurance-maladie, qui doit démontrer leur capacité à synthétiser les aspirations économiques de l'industrie, gage de la prospérité du pays, et la dimension sociale du radicalisme des origines. Devait suivre une assurance-vieillesse. Inspirée des lois «ouvrières» mises en place en Allemagne pour contrer l'expansion du socialisme, la loi, dont le conseiller fédéral zurichois **Ludwig Forrer** est le père spirituel, prévoit une centralisation des institutions cantonales privées. Le principe constitutionnel est adopté en 1890. La mise en œuvre s'avérera redoutablement compliquée...

Entre liberté économique et politique sociale

L'équilibre voulu par les radicaux, adeptes d'une sorte de «libéralisme étatique», repose sur deux piliers: une liberté économique forte accoudée à un Etat plus présent, comme agent régulateur. Il en découle une centralisation plus rigide, notamment dans l'aide aux démunis, et un strict contrôle des dépenses publiques. Un sujet capital, alors que la bureaucratie grossit avec la multiplication des domaines où l'intervention de l'Etat est requise: l'agriculture depuis les années 1880, la protection des forêts, une action diplomatique plus intense ou encore, sur le plan local, le contrôle de l'hygiène publique. Le système fiscal suisse repose sur les taxes douanières; il est exclu d'envisager une imposition directe, réservée aux cantons.

Mais la loi sur l'assurance-maladie heurte nombre d'intérêts catégoriels. Les socialistes attendent la gratuité des soins et les conservateurs catholiques et protestants hurlent à la mort du fédéralisme. En 1900, un référendum démolit le grand-œuvre des radicaux. La loi passera le cap du scrutin populaire douze ans plus tard, dans une version remaniée. Mais, dans un climat social qui ne cesse de s'alourdir, l'adoption tardive de ce projet affaiblit les radicaux, critiqués comme étant le «parti des colonels», comme le déplore **Walter Bissegger**, conseiller national, président du Parti et rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung*... Les autres projets centralisateurs souffrent aussi: la centralisation militaire ne sera effective qu'en 1907, comme la banque nationale, mais expurgée du contrôle étatique sous lequel le conseiller fédéral zurichois **Walter Hauser** souhaitait la placer. En revanche, l'unification du droit civil progresse avec succès, sous la conduite du conseiller national bernois **Eugen Huber**, appuyé par le conseiller fédéral **Ernst Brenner** et le conseiller national jurassien bernois **Virgile Rossel**, également romancier et plus tard juge fédéral.

Harcelé sur sa gauche, le PRD, désormais parti du centre droite, subit des attaques provenant de sa droite. Les milieux économiques, où règnent radicaux et libéraux, ont conclu une alliance avec les milieux agricoles, en combinant les intérêts de l'industrie d'exportation et ceux des branches actives sur le marché intérieur,

subordonnées au maintien de protections douanières. Il s'est ainsi formé un «bloc bourgeois», capable de tenir tête aux socialistes. Mais dans le monde agricole suisse, où radicaux et conservateurs catholiques occupent les postes dirigeants, germe un nouveau type de conservatisme. L'Union suisse des paysans, fondée en 1897, se dote d'une idéologie nationaliste qui rompt avec le radicalisme, jugé trop prompt à pactiser avec les socialistes pour assurer la paix dans leurs usines ou à se soumettre aux ordres de la haute finance.

Le radicalisme n'a jamais été aussi déchiré. Sur son aile droite, orientée vers l'industrie, brille le conseiller national **Eduard Sulzer-Ziegler**, patron avant-gardiste, vigoureusement antisindicaliste et fondateur de l'Union patronale suisse en 1908. Sur l'autre, plus sociale, s'activent le Genevois **Georges Favon**, les représentants des employés, les Jeunesses radicales fondées en 1905, des personnalités comme le futur conseiller fédéral argovien **Edmund Schulthess**, pourtant proche des milieux d'affaires, et surtout le conseiller fédéral thurgovien **Adolf Deucher**, la conscience sociale du radicalisme. Un syndicalisme d'obédience radicale se répand même, avec un succès limité, alors que le Parti se dote d'un secrétariat permanent en 1913. La guerre, qui éclate en août 1914, sonne néanmoins la fin de son hégémonie, garantie par le mode de scrutin majoritaire.

Au nom de l'«union sacrée» à laquelle tous les partis adhèrent, les radicaux, sous la conduite de leur chef de groupe le Schaffhousois **Carl Spahn**, soutiennent le Conseil fédéral, nanti des pleins pouvoirs. Ce soutien indéfectible se double d'une foi absolue dans le commandement militaire. L'entente au sein du Parti ne résiste pas aux tensions croissantes entre Romands francophiles et Alémaniques, germanophiles. Le scandale provoqué par l'affaire des colonels est ravageur; celui impliquant le conseiller fédéral **Arthur Hoffmann** et le chef socialiste Robert Grimm est fatal: ces atteintes caractérisées à la neutralité passent mal. Hoffmann démissionne et est remplacé par le libéral-conservateur genevois **Gustave Ador**, président du CICR et très estimé par les gouvernements alliés. Les esprits s'apaisent mais la réputation du PRD a pâti de son intimité avec un pouvoir militaire dont il n'a pas su maîtriser les ambitions autoritaires.

Mais un autre facteur contribue à miner la domination radicale. La grève générale de 1918 accélère l'adoption du suffrage proportionnel, que les radicaux étaient parvenus à repousser à deux reprises depuis 1900, contre les demandes de la grande majorité des conservateurs catholiques, des libéraux-conservateurs et des socialistes, unis dans une cause commune: anéantir la prédominance radicale. Et un autre adversaire surgit durant le conflit mondial, issu du mouvement agrarien: un parti agrarien naît en 1917 à Zurich et en 1918 à Berne, où il va s'allier avec les derniers conservateurs de la capitale; il s'organisera au plan fédéral en 1937 sous le nom Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Le PRD est le grand perdant des élections fédérales de 1919, les premières pratiquées selon le système proportionnel, mais reste majoritaire au Conseil fédéral.

Les radicaux affrontent l'après-guerre en ordre dispersé. Face aux craintes suscitées par la grève générale de 1918 et sous la pression des conservateurs-catholiques et des agrariens, ils penchent à droite, dans la volonté d'assainir les finances publiques. L'octroi d'un second fauteuil gouvernemental aux catholiques obéit à cette stratégie. Les ambitions de leur aile gauche sont écartées: une réforme de la fiscalité qui s'appuierait sur un impôt fédéral direct et qui servirait à financer l'AVS provoque la sortie des Vaudois du groupe parlementaire avant d'être rejetée. De leur côté, les Bernois, durement affectés par la création du parti agrarien, font sécession. Tous ren-

treront au bercail peu après. En revanche, le peuple refuse une modification de la loi sur le travail allongeant la journée de travail, ainsi que deux lois visant le maintien de l'ordre public et l'immigration étrangère, proposées par le conseiller fédéral thurgovien **Heinrich Häberlin**¹ en 1922 et 1934. Mais comment traiter avec les socialistes, vainqueurs des élections de 1919 avec la PAB, et bientôt affaiblis par la dissidence communiste?

L'idée de leur céder une place au Conseil fédéral circule, un temps. Le parti peine déjà à élire un représentant du courant démocrate, en l'occurrence le Zurichois **Oskar Wettstein**², mais les socialistes eux-mêmes la trouvent prématurée: ils n'ont pas encore totalement rompu avec l'utopie révolutionnaire. Les radicaux, pour leur part, demeurent obsédés par la question financière, condamnant l'idée d'une assurance-vieillesse à un long purgatoire, malgré l'acceptation de son principe constitutionnel en 1925. Pour prendre acte de la montée en puissance du parti agrarien, ils abandonneront toutefois un siège gouvernemental à l'un de ses représentants en 1929. La crise déclenchée par le krach de Wall Street la même année va aiguïser les fronts.



Le temps des extrêmes

La crise que traverse le pays oblige les radicaux à penser différemment leur rapport à l'Etat. Certains, en Suisse romande ou proches des arts et métiers, ne dissimulent pas leur intérêt pour une solution corporatiste, comme l'enseigne la doctrine sociale de l'Eglise, alors que l'idée de s'allier sur le plan électoral avec l'extrême droite est bientôt écartée. Le PRD, derrière **Schulthess**¹, reste inflexible sur les principes qui doivent guider sa vision du libéralisme. La liberté économique est centrale mais l'Etat doit accepter d'intervenir lorsque les circonstances l'exigent, par exemple en aidant des secteurs économiques en difficulté.



L'aile gauche du Parti relève la tête, notamment avec le Bernois **Walter Stucki**², grand commis de l'Etat, un temps conseiller national puis diplomate. Et en 1934, l'Appenzellois **Johannes Baumann**³ est élu au Conseil fédéral grâce à l'appui affiché des socialistes. Les thèses keynésiennes trouvent aussi des adeptes dans les rangs radicaux.

La détérioration de la situation économique exige des réponses précises. Une initiative proposant un régime plus autoritaire pour la Suisse échoue, puis une autre, lancée par les syndicats et soutenue par la gauche bourgeoise, mais jugée trop interventionniste par les radicaux et les libéraux, est également repoussée. Le système des droits populaires révèle ses effets modérateurs: toute idée considérée comme excessive, à droite ou à gauche, est irrémédiablement disqualifiée. Peut ainsi s'esquisser un dialogue possible entre les forces politiques. Depuis le début des années 1930, les syndicats ont pris acte de l'échec de l'ambition révolutionnaire qui électrisait les socialistes. Ils cherchent à rétablir le contact avec le patronat, dans l'espoir de développer le système des conventions collectives.

Réticente, l'économie ne répondra à cet appel que sous la pression du Conseil fédéral, qui se réserve le droit d'agir par voie de décret. En 1937, les syndicats et les industriels de l'horlogerie et des machines signent la Paix du travail, qui désigne la grève comme une solution d'ultime recours. La voie est libre pour une nouvelle approche de la politique. Affolés par l'avancée des idées nazies en Allemagne, les socialistes reconnaissent la nécessité d'une défense nationale forte. Longtemps hésitants à apprécier la sincérité de ces engagements, les radicaux, qui se sont pleinement identifiés à la «défense spirituelle» du pays, prennent acte de la victoire de la gauche aux élections de 1943. Dans la foulée, celle-ci entre au Conseil fédéral.



L'Etat providence au défi du consensus libéral

Le PRD demeure le parti majoritaire, grâce à sa forte députation et aux quatre sièges gouvernementaux qu'il détient encore, et constitue le pivot d'un système de type consensuel depuis l'accession des socialistes au Conseil fédéral. Ses réseaux dans l'administration, dans l'économie et dans l'armée lui assurent une forte pénétration dans la société helvétique. Et c'est lui qui actionne la grande réforme sur le point de consacrer le compromis régnant désormais dans les sphères dirigeantes du pays: l'AVS. Longtemps promise, elle est enfin adoptée en décembre 1946. Le conseiller fédéral radical soleurois **Walther Stampfli**¹ est le maître d'œuvre d'une loi bâtie sur la base de l'allocation pour perte de gain introduite au début de la guerre.



Les radicaux dessinent ainsi l'architecture de l'Etat providence suisse. Comme ailleurs dans le monde occidental, c'est dans ce cadre que s'organise l'après-guerre, avec la reconnaissance d'un Etat social couplé à un capitalisme régulé, soutenu par un puissant essor économique qui durera un trentaine d'années. Cet Etat à la fois social et libéral qui s'impose partout reflète un accord général entre forces libérales, démocrates-chrétiennes et socialistes, unies contre le communisme. La Suisse, de son côté, peaufine son système de consensus par l'adoption, en 1947, d'un dispositif constitutionnel officialisant la participation des organisations économiques et syndicales à l'élaboration des projets de loi.

Au centre du champ politique, le Parti conservateur catholique (PDC en 1970 centriste depuis la fin de la guerre), avec des nuances selon les cantons, laisse au PRD l'espace du centre-droite alors que le Parti agrarien (UDC en 1971) voit son influence décroître. Encore tout-puissant dans de nombreux cantons, le PRD se concentre sur la gestion des finances publiques, dans le dessein d'assurer les meilleures conditions cadre à une économie «sociale de marché», nécessaire à alimenter l'extension des assurances sociales, plébiscitées par le peuple. Le conservatisme proprement dit, intégré

dans les partis de droite traditionnels, n'a plus droit qu'à la portion congrue. Même dans les cantons où subsistent des partis libéraux dynamiques, la plupart du temps alliés aux radicaux, l'adhésion au système est générale. Le combat anti-communiste, en revanche, ne désarme pas, sous la plume du conseiller national et rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung* **Willy Bretscher**², farouchement antinazi durant la guerre.

Le compromis à la mode helvétique de l'après-guerre se révèle dans la création de la formule dite «magique» au Conseil fédéral. Contre l'avis des radicaux inquiets de perdre leur majorité au sein du collège, un Conseil fédéral dans une composition inédite est élu en 1959, avec deux PRD, deux PDC, deux socialistes et un agrarien. Pour les radicaux, une époque s'achève: ils prennent acte de leur «normalisation» au sein du paysage politique suisse, en un temps où d'autres questionnements émergent et pour lesquels ils ne sont pas forcément préparés. Les valeurs sur lesquelles le PRD a édifié sa doctrine, son rapport à la liberté, sa vision de l'Etat, ne sont-elles pas devenues celles de tout parti démocratique?



Durant les années 1960 et 1970, on assiste cependant à une remise en question généralisée de la société issue de l'après-guerre et de ses rituels démocratiques. Le PRD se proclame le Parti de la liberté, mais que signifie cette revendication lorsque de nouvelles formations surgies sur le flanc gauche de la social-démocratie helvétique redéfinissent à leur façon cette liberté dont les radicaux s'affichent comme les prudents gestionnaires? Défenseurs d'une approche pragmatique de l'exercice du pouvoir, ils savent que les décisions se prennent après avoir intégré les diverses opinions sous l'arbitrage du peuple. Les radicaux avaient appris à fonctionner dans un climat où tout le monde s'affichait peu ou prou «radical»... Or voici un discours hostile à l'Etat «bourgeois» et à une gauche socialiste qui en serait complice! L'anticolonialisme, le féminisme, l'écologie, un syndicalisme plus vindicatif, notamment, s'invitent dans le débat politique. En même temps, une extrême droite renaît de ses cendres, mais reste marginale.

Quelle voie reste-t-il aux radicaux et à leurs alliés libéraux? Les crises pétrolières de 1973 et 1979 semblent ramener tout le monde à la raison: l'économie reprend ses droits; sans argent, il en sera fini de l'Etat providence... Aux élections de 1979, le PRD triomphe: second parti quant au nombre de voix (24,01% contre 24,44% pour le PS), mais premier parti de Suisse en terme de sièges obtenus, il compte 51 conseillers nationaux et 11 conseillers aux Etats. Il peut s'atteler à la réforme de cet Etat dont le volet social n'a cessé de prospérer sous l'ère du capitalisme organisé en vigueur depuis les années 1950. L'Etat intervient dans de nombreux domaines: la part de l'Etat passe de 17% en 1960 à 28,2% en 1976. Pourquoi ne pas prêter une oreille attentive au nouveau discours libéral façonné par les pays anglo-saxons? Ne serait-ce pas le moyen de revivifier non seulement l'Etat, mais aussi une économie sortie exsangue des crises des années 1970? En 1979, le PRD a fait son choix: il faut moins d'Etat! En Suisse romande et à Bâle-Ville, les libéraux applaudissent.

Mais que signifie ce slogan? Comment démontrer que l'Etat n'a désormais plus grand-chose à voir avec l'Etat dont les radicaux ont été les principaux fondateurs? Comment établir le lien entre les nécessités du moment et la tradition libérale et radicale? Empêtré dans ces questions, le «Freisinn» amorce un déclin qui durera plusieurs années. En privilégiant les questions économiques aux débats intellectuels, les radicaux, mais aussi les libéraux, n'ont pas mesuré la por-

tée des nouveaux enjeux de société, comme la question du statut de la femme, la montée en puissance des centres urbains ou encore le débat écologique, même s'ils répondent aux nouvelles demandes en proposant des réponses souvent innovantes, notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire. Mais il est exclu de laisser la Confédération se mêler de ce sujet: souvent moins fédéralistes que les libéraux, les radicaux militent néanmoins pour le respect de la souveraineté cantonale.

Mais ces problèmes ne sont pas abordés dans leur dimension philosophique et leur discours politique, empli d'un pragmatisme constructif, en souffre. L'aile plus sociale-libérale au sein du Parti se sent négligée tandis que la voix des écologistes, poussée par les accidents de Tchernobyl et de Schweizerhalle, monte en puissance dans les années 1980. L'équilibre traditionnel entre les diverses tendances des radicaux est de plus en plus malmené. En 1984, c'est certes des rangs radicaux que vient la première femme élue au Conseil fédéral, la Zurichoise **Elisabeth Kopp**¹, l'une des figures de proue de l'aile «gauche» du Parti. Mais sa rapide démission empêche le Parti de capitaliser sur ce tournant de la politique suisse.



Même l'armée, à laquelle radicaux et libéraux sont attachés, fait l'objet de critiques violentes, comme en témoigne l'initiative populaire réclamant son abolition: bien que rejetée, elle ébranle les partisans d'une défense nationale forte. Et la chute du Mur de Berlin provoque une nouvelle césure aux conséquences imprévisibles. A première vue, 1989 couronne le combat ancestral du PRD: la liberté triomphe! Les libéraux vaudois placardent une affiche qui résume l'ambiance du moment: «Marx, Engels, rideau!» La désillusion sera grande. Dans un ordre mondial désormais fragmenté, comment évoquer la Suisse, son histoire? Le PRD n'aurait-il pas pris trop vite acte de la fin des Etats nationaux prophétisée par certains? En réalité, sous le vernis de résultats électoraux flatteurs, à l'orée des années 1990, la boussole radicale s'affole. Et celle des libéraux ne tardera pas à suivre...

Avec ses 54 conseillers nationaux et ses 11 conseillers aux Etats avant les élections de 1987, pour un électorat de 23,3%, le PRD fait encore illusion. Il en va de même pour les libéraux qui peuvent encore célébrer 9 conseillers nationaux (même dix quatre ans plus tard) et 3 conseillers aux Etats pour 2,7% des voix (3% en 1991). Mais que constate-t-on après les élections de 2007? Le PRD doit se contenter de 15,8% des voix (31 sièges au Conseil national et 12 au Conseil des Etats) et les libéraux de 4 fauteuils à la Chambre basse et aucun à la Chambre haute... Comment expliquer cette chute vertigineuse? Pendant cette période, deux crises se sont cumulées: une crise économique d'une rare ampleur mais aussi une crise morale, attisée par le débat sur l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) et la question du rôle de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale.

Le parti est totalement divisé sur la question de l'EEE. Encouragé par son conseiller fédéral le Vaudois **Jean-Pascal Delamuraz**¹, le PRD accepte certes officiellement l'EEE, comme moyen de revivifier l'économie nationale. Mais cette décision masque mal un fossé grandissant entre les responsables et la base du parti, sensible à un discours plus conservateur longtemps occulté au sein des instances dirigeantes, mais aussi entre son aile droite et son aile gauche, entre les arts et métiers et l'industrie d'exportation, entre Romands et Alémaniques, entre les centres urbains et les campagnes et cités de moyenne importance, où se recrutent

la majorité des électeurs radicaux. De leur côté, les libéraux adhèrent dans leur grande majorité au projet européen que propose un Conseil fédéral, en réalité, désuni. Leur idéal européen et leur vocation économique l'emportent sur leur tradition conservatrice. Le rejet de l'EEE en votation populaire, le 6 décembre 1992, laisse les deux partis désarmés.

Surtout que la crise européenne se double d'une crise liée à la place de la Suisse dans le monde. Beaucoup, notamment à gauche, se montrent critiques envers son passé. Lors de l'Exposition universelle de 1992, à Séville, le slogan «la Suisse n'existe pas» qui orne le pavillon suisse est ressenti comme une provocation. Le destin de la Suisse doit-il se confondre avec celui de l'Europe? Le débat sur la Suisse et la Seconde guerre mondiale rend la question plus aiguë. A la gauche qui s'attaque à l'histoire récente de la Suisse et à l'UDC qui ressuscite les mythes fondateurs de l'Helvétie antique pour justifier sa grandeur, les radicaux et les libéraux, mais aussi les démocrates-chrétiens, ne parviennent pas à leur opposer un discours ordonné. Ils ont perdu la bataille de l'histoire: les électeurs ne le leur pardonneront pas.



C'est en 1999 que, pour la première fois, le PRD est dépassé par l'UDC, qui a entre-temps absorbé un parti contestataire de droite: le Parti des automobilistes. Patiemment réorganisé par le Zurichois Christoph Blocher depuis les années 1970, ce parti exploite l'idéologie du parti agrarien du début du 20^{ème} siècle, mais aussi la haine de «élites» politiques et économiques ainsi que le rejet de l'héritage des années 1960. «Autoproclamée» unique défenseur de la Suisse, cette droite néo-conservatrice cherche à disqualifier ses adversaires de gauche ou de droite, comme des partis coupés de tout lien avec le «peuple». Il joue aussi sur le retour de valeurs liées à l'idée de la nation, que radicaux et libéraux auraient «trahie»...

En brandissant un programme à la fois libéral et conservateur, tout en répétant son hostilité à un rapprochement avec l'Union européenne, elle pousse les autres partis à une révision de leurs bases idéologiques et récupère une partie des électors PRD, PLS et PDC.

Pour tenter d'enrayer son érosion, le PRD tente de réorienter sa pensée, non sans difficulté. De son côté, l'économie suisse réclame des réformes drastiques et attend des réponses à ses inquiétudes: le Parti, convaincu de sa vocation de pilier de l'Etat fédéral, doit retrouver un positionnement original, repenser le rôle de l'Etat. Défait le 6 décembre 1992, **Delamuraz**, quitte à brusquer le monde paysan, met en place un plan assurant l'intégration de la Suisse dans l'économie mondiale: les accords bilatéraux avec l'Union européenne sont mis en chantier alors que l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce est décidée en 1995. Mais divers scandales écornent la crédibilité du Parti.

Arguant de leur compétence économique par les liens qu'ils entretiennent avec les milieux industriels et financiers, les radicaux sont soumis à des critiques virulentes tant de la gauche que de l'UDC, devenue le premier parti de Suisse. Comment dès lors justifier l'intervention de l'Etat dans certains cas et pas dans d'autres? De plus, les réseaux attachés au PRD se délitent les uns après les autres. L'axe Vaud-Zurich, autour duquel tournait le «Freisinn» helvétique depuis des décennies, s'effondre, ce qui favorisera l'arrivée de nouveaux dirigeants en provenance de la «périphérie» radicale traditionnelle, comme l'Uranais

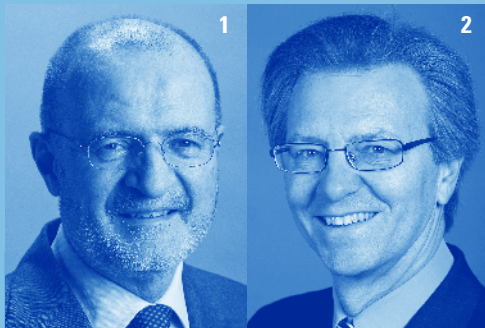
Franz Steinegger, président du Parti de 1989 à 2001, et le Valaisan **Pascal Couchepin**, élu conseiller fédéral en 1998 à la place de Delamuraz: tout un symbole!

Comme souvent dans son histoire, le radicalisme est écartelé: une aile gauche proche des idées sociales et écologiques, un peu plus présente en Suisse romande, côtoie une tendance attachée à renforcer la position économique de la Suisse, très forte à Zurich et en Suisse orientale, et, enfin, un courant qui ne dédaignerait pas un renforcement de leur aile plus conservatrice. La situation n'est pas plus simple du côté du Parti libéral. Puissant dans les cantons de Genève, Neuchâtel (deux cantons où il demeure le plus grand parti «bourgeois» jusqu'en 2008), Vaud et Bâle-Ville, plus faible mais non sans influence en Valais, il est confronté, au niveau fédéral, à sa propre survie.

Comment ce parti, qui a fourni un grand nombre de fortes personnalités sur les plans tant cantonal que national, comme les Vaudois **Louis Guisan** et **Claude Bonnard**, le Genevois **Olivier Reverdin**, le Bâlois **Albert Oeri** ou le Neuchâtelois **Jean Cavadini**, peut-il se réinventer? Lui qui a longtemps brillé à travers sa presse doit enregistrer le déclin progressif de ses titres emblématiques, comme le *Journal de Genève* ou les *Basler Nachrichten*. Il se tourne d'abord vers les modérés de l'UDC, en 1992: les deux formations ont en effet des fondements libéraux-conservateurs communs. Mais leurs options divergentes à propos de la politique étrangère de la Suisse empêchent toute forme d'association.

La naissance du PLR

Comment concilier la liberté économique et l'idéal patriotique au moment où s'ouvre l'ère de la mondialisation et du numérique? Voilà la grande question qui agite radicaux et libéraux, persuadés qu'il est possible de faire vivre une droite libérale «moderne», à même de proposer une nouvelle synthèse au pays. C'est dans ce contexte que le PRD et le PLS, tandis que le centre qu'ils ont longtemps tenu avec le PDC s'effrite, entament des pourparlers. Là doit se loger la réponse aux troubles des années 1990. Leur collaboration naissante conduit à la création d'un groupe parlementaire commun en 2003. Mais il ne s'agit que d'une première étape. Sous la houlette de leurs présidents respectifs, le Tessinois **Fulvio Pelli**¹ et le Vaudois **Claude Ruey**², il est maintenant question d'une fusion, qui aboutira en 2009.



Le pacte conclu entre radicaux et libéraux constitue en réalité l'achèvement du processus qui avait débouché sur la création du PRD en 1894. Rappelons que les radicaux alémaniques avaient alors absorbé l'essentiel des forces libérales, dont une minorité, rétive à la fusion, avait posé les bases du futur PLS. En Suisse occidentale en revanche, elles avaient maintenu leur indépendance, avant d'en devenir le pilier. Ceci explique pourquoi les Alémaniques conserveront leur acronyme historique (*FDP – Freisinnige-Demokratische Partei*), alors que les Romands choisiront celui de PLR (*Parti libéral-radical*). Seule innovation: les Alémaniques accoleront «Die Liberalen» à leur «FDP» originel, manière de souligner la dimension protéiforme du mot *freisinnig*.

Mais le nouveau parti doit immédiatement faire face à une situation compliquée. En 2008-2009 éclate une crise à la fois financière et économique, la plus grave depuis 1929, qui déstabilise la planète entière, dans le sillage de la chute de la banque Lehman Brothers. Comment le PLR appliquera-t-il sa vision de la complémentarité entre l'Etat et la liberté économique

lorsque le secteur bancaire subit de plein fouet la crise des «subprimes»? Et le paysage politique se fragmente: sur la gauche du PLR étaient apparus le mouvement Ecologie libérale en 2003 en Suisse romande et, en 2004 à Zurich, un parti vert libéral, qui réunit d'abord la droite du parti écologiste mais mord bientôt sur l'aile gauche radicale. Une partie des libéraux, à l'instar de **Monique Bauer-Lagier**³ dans les années 80 à Genève, s'intéressait depuis longtemps aux questions environnementales. Le Parti suisse des Verts libéraux est fondé en 2007. En 2008, des dissidents de l'UDC fondent le Parti bourgeois-démocrate qui, dans certains cantons alémaniques, concurrence à son tour les radicaux. Le PLR est en quête d'une nouvelle unité.



Le PLR gagne cependant en assurance: moins nombreux aux Chambres fédérales, il est désormais plus homogène. Les signes de renouveau tardent à se manifester sur le plan électoral: en 2011, le nouveau parti ne récolte que 15,1% des voix, soit 30 sièges au Conseil national et 11 au Conseil des Etats. Mais l'impact du parti sur la vie politique suisse se renforce, grâce à la fusion, sans doute, et aussi grâce à un discours plus élaboré qui se démarque tant de la gauche que de la droite «dure», sans exclure de possibles alliances avec ces deux camps, selon les circonstances. Peu à peu, le PRD propose une nouvelle synthèse entre les différents courants qu'il rassemble sous son drapeau. En affirmant son positionnement de «centre-droite», il retrouve une certaine identité qu'illustrera son attitude lors de la crise de 2008.

C'est conscient de l'équilibre entre l'action étatique et le primat de la liberté économique que le PLR soutient le Conseil fédéral dans sa volonté interventionniste, mais ponctuelle, au profit de l'ensemble du tissu économique helvétique.

Le PLR parvient ainsi à mieux prendre en compte les nouvelles aspirations d'une société qui a globalement assimilé les élans libertaires des années 1960, la nostalgie conservatrice qui s'est emparée de larges pans de l'opinion et, enfin, les impératifs d'une économie ouverte sur le monde et soucieuse de maintenir l'équilibre social. Il se montre plus précis sur les raisons qui le poussent à s'allier tantôt avec le Parti socialiste, sur les questions de l'asile et de la politique européenne de la Confédération, ou avec l'UDC, sur les questions sociales, économiques et fiscales. Les élections de 2015 ont, pour la première fois depuis très longtemps, marqué une inversion de tendance favorable au PLR, que de nombreux succès enregistrés dans les cantons avaient laissé entrevoir. Il rassemble 16,4% des voix et compte 33 conseillers nationaux et 13 conseillers aux Etats.

Cet élan nouveau ne s'est pas confirmé quatre ans plus tard. Après la grave crise que le capitalisme moderne avait traversée une décennie auparavant, les questions existentielles se multiplient, à commencer par l'avenir de la planète, pour lequel de nombreux mouvements citoyens se mobilisent désormais avec

force, notamment dans la jeunesse. Les conséquences électorales sont immédiates: les Verts passent à 13,2% des voix (+ 6,1% par rapport à 2015) et les Verts libéraux à 7,8% (+ 3,2%). Tous les autres partis perdent à commencer par l'UDC, mais aussi le PLR, victime de ses attermoissements à propos d'une éventuelle hausse des émissions carboniques (-1,3%, soit 15,1% des voix pour 29 conseillers nationaux et 12 conseillers aux Etats). Le PDC et le PBD fusionnent et fondent le Centre en 2020.

De nouvelles interrogations interpellent le monde politique. A la question environnementale s'en ajoutent d'autres, qui dévoilent de plus en plus lourdement leurs effets, comme le vieillissement de la population et les transformations profondes que l'informatisation de la société provoquent. Et comme si cela ne suffisait pas, les années 2020 voient se précipiter des crises majeures aux effets à long terme encore difficilement estimables: la crise sanitaire consécutive à l'apparition du virus covid-19 puis la guerre russo-ukrainienne. Le système démocratique suisse, garant de la stabilité de la vie politique du pays mais aussi de son économie, semble apte à résister aux convulsions qu'annonce la deuxième décennie du XXI^{ème} siècle, mais la vigilance reste de mise. Voilà une tâche supplémentaire pour les partis suisses, au-delà des missions de gestion qui remplissent leur quotidien. Et en premier lieu pour le PLR, dont ses composantes ont joué un rôle majeur dans la fondation de la Confédération moderne!

Iconographie:

Ador Gustave: *Fred Boissonnas (Genève, 1858 - Genève, 1946)*_ MAH Musée d'art et d'histoire, Ville de Genève.
Achat, 1917
Barman Maurice: *Gustave Courbet, domaine public*
Baumann Johannes: *Portrait officiel en 1940, au moment de sa démission du Conseil fédéral (Musée national suisse, Zurich, Actualités suisses Lausanne; photographie Presse-Diffusion).*
Bauer-Lagier Monique: *Lang Candid, Comet Photo AG, Zurich*
Bissegger Walter: *auteur inconnu*
Bloesch Eduard: *domaine public*
Bornhauser Thomas: *Hans Hasler, Lithographie, 19.Jh., Lichtdruck C. & N. Benziger, Einsiedeln*
Bonnard Claude: *parlament.ch*
Bretscher Willy: *photographié par Theo Frey (Bibliothèque nationale suisse, Berne, Archives fédérales des monuments historiques, Collection Frey)*
Carteret Antoine: *1880-Briquet & Fils, éditeur*
Cérésolle Paul: *domaine public*
Cherbuliez Antoine-Elisée: *Photographie anonyme, vers 1860 (Bibliothèque cantonale et universitaire Lausanne)*
de Sismondi Jean Charles Léonard Simonde: *Bibliothèque de Genève_J.-L.-Amélie Romilly*
De La Harpe Frédéric-César: *Jacques Augustin Catherine Pajou, domaine public*
Delamuraz Jean-Pascal: *www.parlament.ch*
Delarageaz Louis-Henri: *Portrait vers 1860, auteur inconnu (Musée historique de Lausanne)*
Deucher Adolf: *1885, auteur inconnu, domaine public*
Diethelm Melchior: *Georg Anton Gangyner (1807-1876)*
Droz Numa: *domaine public*
Druey Daniel-Henri: *1850, auteur inconnu*
Dubs Jakob: *Portrait vers 1875. Photographie réalisée à Lausanne par André Welti (Zentralbibliothek Zürich, Graphische Sammlung und Fotoarchiv)*
Dumont Etienne: *Portrait gravé en Angleterre vers 1829, d'après un dessin d'Amélie Munier-Romilly (Bibliothèque de Genève)*
Escher Alfred: *auteur inconnu (vers 1875)*
Favon Georges: *Photographie réalisée par Charles Richard, vers 1883 (Bibliothèque de Genève, Archives A. & G. Zimmermann)*
Fazy James: *Lithographie (d'après une photographie) réalisée par Charles Perron, vers 1870 (Bibliothèque de Genève, Archives A. & G. Zimmermann)*
Forrer Ludwig: *Edition Guggenheim & Cie, Zurich*
Franscini Stefano: *Carte de visite réalisée par l'atelier Fotografia Nessi de Côme, vers 1852, (Archivio di Stato del Cantone Ticino, Bellinzona)*
Frey Emil: *Photographie d'Anton Krenn, 1890 (Bibliothèque nationale suisse, Berne)*
Furrer Jonas: *Lithographie in Alfred Hartmann, Galerie berühmter Schweizer der Neuzeit, Zürich 1868*
Göttisheim Christian Friedrich: *J. Höflinger, Basel - Portraitsammlung der Universitätsbibliothek Basel*
Guisan Louis: *ETH-BIB-Com_L20-0941-0192*
Haeberlin-Heinrich: *Zentralbibliothek Zürich*
Hammer Bernhard: *Portrait photographique vers 1889 (Bibliothèque nationale suisse)*
Hauser Walter: *Portrait officiel (1892)*
Huber Eugen: *Photographie, vers 1890 (Bibliothèque nationale suisse, Berne)*
Keller Augustin: *StAAG GP/K-0004*
Keller Friedrich Ludwig: *auteur inconnu (1799–1860)*
Kern Johann Conrad: *Marie-Alexandre Alophe, peintre, lithographe, photographe, bibliotheque de Genève*
Kopp Elisabeth: *ARC, Jean-Bernard Sieber*
Knüsel Melchior Josef Martin: *Carte de visite de l'Atelier Jules Bonnet, Lucerne, vers 1872*
Künzli Arnold: *okg-murgenthal.info*
Meister Ulrich: *Verlag des Art Institut Orell Füssli in Zürich, 1892*
Monnard Charles: *Alfred Hartmann, Galerie Nationale, Les Suisses célèbres (1867-1888)*
Munzinger Josef: *auteur inconnu, env. 1860*
Naeff Wilhelm Matthias: *Portraitsammlung der Universitätsbibliothek Basel (between 1848-1875)*
Oeri Albert: *Portrait vers 1935 par le photographe bâlois Albert Teichmann (Bibliothèque nationale suisse)*
Pelli Fulvio: *www.parlament.ch*
Pfyffer Kasimir: *vers 1870 (Zentral- und Hochschulbibliothek Luzern, Sondersammlung)*
Reverdin Olivier: *unige, Jean-Claude Ducret*

Ruchonnet Louis: *domaine public*
Ruey Claude: *www.parlament.ch, auteur inconnu*
Ruffy Victor: *Huile sur toile de Charles Gleyre, 1871 (Musée cantonal des Beaux-Arts de Lausanne; photographie Jean-Claude Ducret)*
Schulthess Edmund: *env. 1916, domaine public*
Sonderbund: *© Wikimedia Commons*
Speiser Johann Jacob: *(1813-1856), auteur inconnu*
Stämpfli Jakob: *Lithographie von Carl Friedrich Iminger (~1850), libre de droit*
Stampfli Walther: *Undatierte Aufnahme. Photopress/Keystone*
Steinegger Franz: *ARC, Jean-Bernard Sieber*
Stucki Walter: *memoiresdeguerre.com*
Sulzer-Ziegler Eduard: *Winterthur Glossar*
Troxler Ignaz Paul Vital: *réalisé d'après nature par Fr. Buser et gravé par J. Siebert (Zentral- und Hochschulbibliothek Luzern, Sondersammlung)*
Usteri Paul: *Hans jakob Oeri, 1820*
Welti Emil: *auteur inconnu.*
Wettstein Oskar: *domaine public, Franz Schmelhaus, Zürich*
Zschokke Heinrich: *Privat Besitz*

Impressum

Dépôt légal en Suisse en novembre 2022.
Tous droits réservés pour tous pays.
Sauf autorisation expresse, toute reproduction
de cet ouvrage, même partielle, par tous procédés,
est interdite.

Edité par le Cercle Démocratique Lausanne
Place de la Riponne 1
1005 Lausanne
www.cercle-democratique.org

Conception et réalisation graphique: Art Direction, Gérard Lebet
g.lebet@art-direction.ch

Imprimé par Groux-Graphstyle, Le Mont-sur-Lausanne
www.groux-graphstyle.ch

Bibliographie sommaire:

U. Altermatt (1993): *Das Bundesratslexikon*. 2^{ème} édition. Zurich: NZZ Libro.

U. Altermatt (2020): *Bundesratswahlen. Vom Unruheherd zur stabilen Republik. Der schweizerische Bundesrat 1848-1875: Teamplayer, Schattenkönige und Sesselkleber*. Zurich: NZZ Libro.

U. Altermatt (2021): *Bundesratswahlen. Der lange Weg zum historischen Kompromiss. Der schweizerische Bundesrat 1874-1900. Refrendumsstürme, Ministeranarchie, Unglücksfälle*. Zurich: NZZ Libro.

P. Bessard / O. Meuwly (2011): *Dem Schweizer Liberalismus auf der Spur / Sur les traces du libéralisme suisse*. Zurich: Liberales Institut et Cercle démocratique Lausanne.

A. Cassidy / Ph. Loser (2015): *Der Fall FDP. Eine Partei verliert ihr Land*. Zurich: Rotpunktverlag.

E. Dietschi (1979). *60 Jahre eidgenössische Politik: Ein Beitrag zur Parteigeschichte des schweizerischen Freisinns*. Berne: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz.

E. Gruner (1977): *Die Parteien in der Schweiz*, 2. Aufl. Berne: Francke

J. Jung (2006): *Alfred Escher 1819-1862. Der Aufbruch der modernen Schweiz*. Zurich: NZZ Libro.

A. Kölz (1992-2004): *Neuere schweizerische Verfassungsgeschichte*. Berne: Stämpfli.

O. Mazzoleni / O. Meuwly (2013): *Die Parteien in Bewegung. Nachbarschaft und Konflikte / Voisinages et conflits. Les partis politiques suisses en mouvement*. Zurich: Verlag Neue Zürcher Zeitung (Die Neue Polis) / Genève: Slatkine.

O. Meuwly (2006): *Louis Ruchonnet 1834-1893. Un homme d'Etat entre action et idéal*. Lausanne: Bibliothèque historique vaudoise.

O. Meuwly (2007): *Les penseurs politiques du 19^{ème} siècle. Les combats d'idée à l'origine de la Suisse moderne*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes (coll. Le savoir suisse).

O. Meuwly (2007): *L'unité impossible. Le Parti radical-démocratique à la Belle Epoque 1891-1914*. Hauterive: Gilles Attinger.

O. Meuwly (2008): *La liberté cacophonique. Essai sur la crise des droites suisses*. Genève: Slatkine.

O. Meuwly (2010 / 2018): *Les partis politiques. Acteurs de l'histoire suisse*. 2^{ème} édition. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes (coll. Le Savoir suisse).

O. Meuwly (2018): *Une histoire politique de la démocratie directe en Suisse*. Neuchâtel: Alphil.

E. Steinmann (1955): *Geschichte des schweizerischen Freisinns*. Band I: *Der Freisinn als Gründer und Gestalter des Bundesstaates 1830-1918*. Berne: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz.

*** *Für eine Schweiz mit Zukunft. Hundert Jahre FDP der Schweiz / Pour une Suisse tournée vers l'avenir. Cent ans de PRD Suisse* (1994) : Politische Rundschau, 73. Jahrgang, Nr 2 + 3. Berne: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz.

*** *Historisches Lexikon der Schweiz / Dictionnaire historique de la Suisse* (2001-2014). Bâle: Schwabe / Hauterive: Gilles Attinger.

L'auteur tient à adresser ses plus vifs remerciements aux personnes suivantes qui ont bien voulu lui faire part de leurs remarques et suggestions:

- Urs Altermatt, professeur honoraire, Université de Fribourg
- Philippe Bender, historien, PLR Valais
- Dominique Dirlewanger, Dr. ès lettres, professeur au gymnase, Lausanne
- Blaise Fontanellaz, Dr. en sciences politiques, Genève
- Nicolas Gex, Dr. ès lettres, Université de Lausanne
- Alexis Keller, professeur, Université de Genève
- Philippe Miauton, directeur de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie et ancien secrétaire général PLR Vaud
- Andreas Müller, consultant

Il va de soi que le texte ne les engage en aucune façon.

L'auteur remercie également Mme Adriana Solari Ponti et M. Christophe Büchi, qui ont assuré la traduction du texte en italien et en allemand, ainsi que Mme Sophie Colliex, lectrice attentive du manuscrit.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux est relativement neuf sur la scène politique suisse. Ses composantes, en revanche, ont une longue histoire, qui nous ramène aux origines de la Confédération «moderne» née en 1848. C'est ce passé riche et foisonnant, mais souvent mal connu, que la présente brochure souhaite dévoiler. Ce survol permettra à ses membres, mais aussi à toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à la vie politique suisse, de mieux cerner la réalité d'un parti qui est encore l'une des forces essentielles de notre système politique.